

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche

CAEN, le 26/01/23

1 rue Recteur Daure
CS 60040 – 14006 CAEN cedex 1
Tél : 02 50 01 83 00 - Fax : 02 50 01 85 90

ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC

8 rue de Vimoutiers
14290 ORBEC

Références : AP/2023_064
Code AIOT : 0005303657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC implanté 8 rue de Vimoutiers 14290 ORBEC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'auto-surveillance des rejets d'effluents liquides a mis en évidence à compter de l'année 2020 des dépassements récurrents des valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 avril 2014 concernant le débit de rejet limité à 600 m³/j, le pH et le flux de DCO de 1 017 kg/j.

De plus, le gestionnaire de la STEU a signalé des variations significatives du pH des effluents issus de la fromagerie.

Par conséquent, il a été demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'actions (accompagné d'un échéancier) visant à réguler le débit, le pH et la charge en DCO des rejets.

Par courrier du 14 mars 2022, la fromagerie d'Orbec a précisé avoir réalisé quelques travaux en 2021 devant permettre de réduire la charge en DCO et obtenir une meilleure homogénéisation du pH et s'est engagé à travailler avec la STEU pour la période de forte activité.

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action régionale dite "coup de poing" portant sur la thématique des rejets en eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC
- 8 rue de Vimoutiers 14290 ORBEC
- Code AIOT : 0005303657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère d'Orbec, spécialisée dans la fabrication de camemberts, est une filiale du groupe LACTALIS.

L'activité sur le site a commencé en 1958.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets des eaux résiduelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
3	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 4.3.9	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné n'a pas mis en évidence de dépassement des concentrations et des flux autorisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Il n'existe pas d'emplacement dédié à la mise en place des équipements nécessaires au contrôle par un laboratoire tiers. Cependant, les installations permettent un contrôle aisé par un organisme externe. Pour le contrôle inopiné, la mesure du débit est obtenue par différence des relevés du débit-mètre en place sur la station d'épuration urbaine (STEU). Le laboratoire extérieur place également des pinces ampérométriques au niveau du bassin tampon de la société fromagère d'Orbec (SFO) afin de réaliser un temps de fonctionnement des pompes de relevage assurant l'envoi des effluents vers la STEU. Le prélèvement est asservi au temps sur la base de 60 ml toutes les 10 minutes. La réglementation demandant à ce que le prélèvement soit représentatif des rejets, ce mode de prélèvement n'est possible qu'en cas de débit de rejet stable. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la représentativité des prélèvements asservis au temps, ou de mettre en place un asservissement au débit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le matériel installé par le laboratoire pour le contrôle inopiné est resté intact et n'a pas été déplacé. Le volume prélevé est suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et le laboratoire de l'exploitant. Une homogénéisation du prélèvement est réalisé lors de la mise en échantillonnage. Les échantillons laboratoire et exploitant ont été collectés dans des récipients en verre ou en polyéthylène suivant les paramètres recherchés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduaires : Débit journalier maximal : 600 m ³ /j, Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température doit être inférieure à 30°C. - MES : 600 mg/l ; 300 kg/j - DCO : 2000 mg/l ; 1017 kg/j - DBO5 : 1000 mg/l ; 500 kg/j - NGL : 150 mg/l ; 46 kg/j - P tot : 100 mg/l ; 50 kg/j Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.
Constats : Les résultats du contrôle inopiné ont été transmis le 5 janvier 2023 via l'application Gidaf. Cependant, la société fromagère d'Orbec a fait part de ses réserves concernant les résultats volume et MES communiqués par le laboratoire. Le laboratoire a reconnu une erreur de saisie pour le débit des pompes qui a engendré une surestimation du débit. Les nouveaux résultats mettent en évidence un léger dépassement du débit mais un respect des concentrations et des flux autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Constats : Par transmission du 26 février 2020, l'inspection des installations classées a défini, suite à la transmission du bilan concernant l'application de l'arrêté ministériel dit "RSDE" au site de la Fromagerie d'Orbec, les modalités de suivi suivantes : - Zn : VLE = 0.8 mg/l et suivi annuel, - chloroforme : VLE = 50 µg/l et suivi annuel, - Cu : pas de suivi réglementaire. Le suivi issu de l'application de l'arrêté "RSDE" a été mis en place par l'exploitant.</p> <p>L'article 10.2.3.a de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 avril 2014 prévoit un suivi en continu du débit, du pH et de la température. Pour mesurer les volumes rejetés et le débit instantané du rejet, un débitmètre électromagnétique est installé sur la canalisation d'arrivée des effluents dans les installations de la station d'épuration de la commune (STEU). La société fromagère d'Orbec procède à un relevé du compteur tous les matins. Dans le cadre de son auto-surveillance, l'exploitant mesure le pH sur l'échantillon 24h et réalise un relevé ponctuel de la température dans la fosse collectant les effluents de l'industriel avant envoi vers les bassins de la STEU. Le gestionnaire de la station d'épuration urbaine réalise depuis début 2022 un suivi continu du pH et de la température. Les appareils sont gérés par l'exploitant de la STEU.</p> <p>Ce point a déjà été soulevé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 17/10/2022 concernant la conformité de la chaîne de mesure ; l'industriel doit assurer le suivi en continu du débit, du pH et de la température de ses rejets.</p> <p>L'exploitant a répondu par courrier du 13 janvier 2023 qu'une sonde pH et température a été installée dans le poste de relevage sortie du bassin tampon et qu'une consultation de différents prestataires était en cours afin d'équiper le poste de relevage d'un système de mesure du débit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les déclarations sont transmises dans les délais via l'application Gidaf.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les dépassements déclarés sous Gidaf font l'objet de commentaires identifiant leurs causes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Dans le cadre de l'autosurveillance, les paramètres : - MES, DCO, NGL et P sont mesurés par le laboratoire interne, - hydrocarbures, DBO5 sont analysés par la laboratoire Labéo Franck Duncombe, accrédité COFRAC. L'exploitant a présenté les consignes relatives à la mise en échantillon du prélèvement 24h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Le contrôle de recalage n'est pas nécessaire : <ul style="list-style-type: none">- si l'autosurveillance a été réalisée dans les mêmes conditions, (soit par un laboratoire agréé ou accrédité)- si l'exploitant a réalisé des analyses suivant sa méthode, à partir de l'échantillon prélevé par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et vérifié la cohérence des résultats avec ceux du contrôle inopiné. Par conséquent, le recalage n'est pas nécessaire pour les paramètres hydrocarbures et DBO5. L'exploitant réalise, à partir de l'échantillon prélevé par le laboratoire en charge du contrôle inopiné, des analyses par le laboratoire interne. Il est rappelé à l'exploitant que ces résultats doivent : <ul style="list-style-type: none">- être déclarés sous Gidaf comme contrôle de recalage ;- faire l'objet d'un contrôle de cohérence par rapport aux résultats du laboratoire réalisant le contrôle inopiné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet